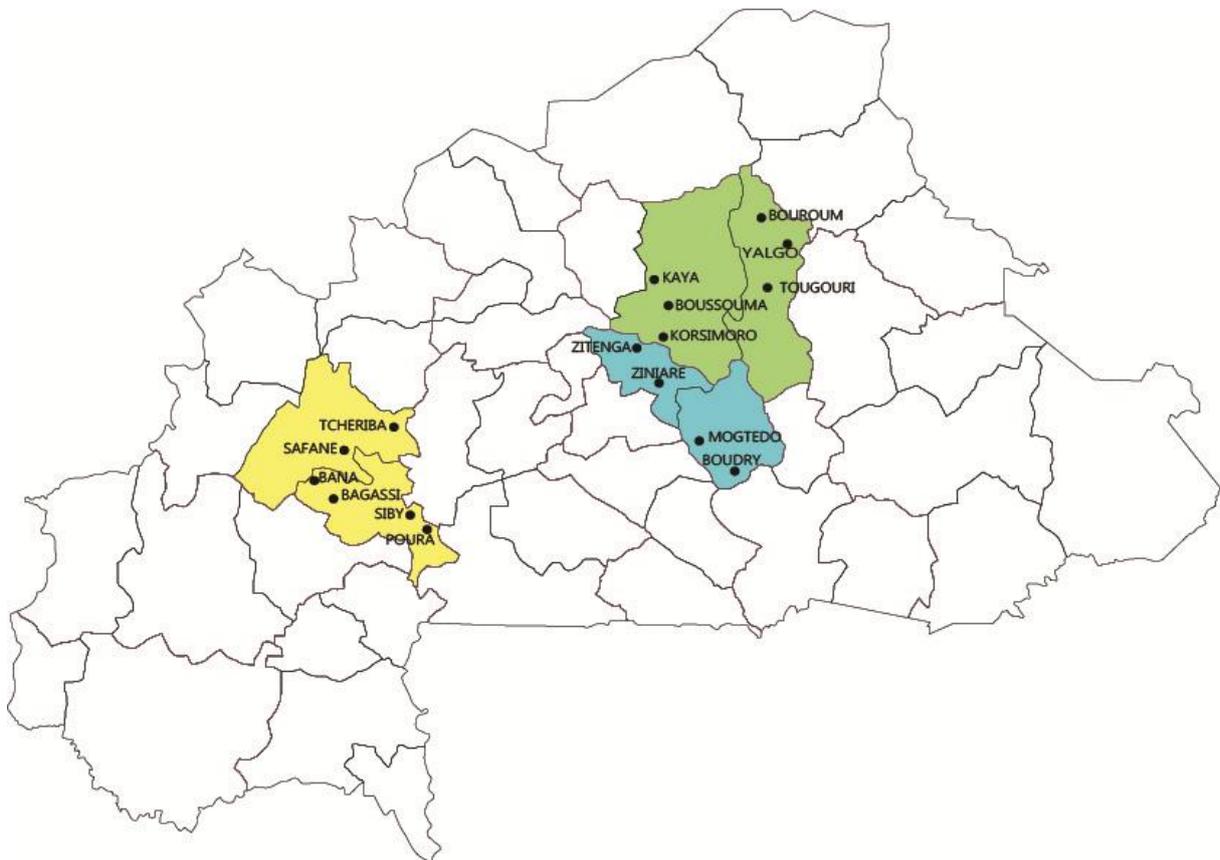


Avec l'appui financier de



Projet d'Appui à la bonne gouvernance locale dans les secteurs des mines et de la sécurité (PAGL-MS)



ATAD

Fixe : (+226) 24 45 03 84/ 70 27 62 32

E-mail: info@atad-bf.net ou atadsdl6@yahoo.fr

Contexte du Projet :

Le Burkina Faso en général a été marqué ces dernières années par les événements tels que :

- L'adoption de la loi sur le code de la transparence dans la gestion des finances publiques qui met l'accent sur la légalité, la transparence, le contrôle démocratique et la responsabilité.
- La place et le rôle du citoyen dans une dynamique qui ne sont pas à la hauteur des attentes, notamment en ce qui concerne le contrôle, la participation pleine et consciente à la gestion de la chose publique ;
- Le constat d'un déficit d'une participation citoyenne dans la gestion des affaires publiques ;
- La survenue de l'insurrection populaire d'octobre 2014 ;
- Le secteur minier au Burkina Faso qui a connu un grand essor depuis les années 2000. Aujourd'hui, de nombreuses sociétés minières se sont implantées dans le pays qui fait du BF le 6ème producteur africain en 2018.

Au-delà du constat ci-dessus, le Burkina Faso est confronté depuis 2015 à un péril sécuritaire. Cette situation d'insécurité a créé un climat de méfiance entre la population et les forces de défense et de sécurité (FDS) et vice-versa entraînant ainsi un déficit de collaboration entre les deux entités, toute chose qui ne facilite pas la lutte contre le terrorisme.

C'est dans ce contexte que le Projet d'Appui à la Bonne Gouvernance Locale dans le secteur des Mines et de la Sécurité (PAGL-MS) est mis en œuvre par un consortium de trois (03) Organisations de la société civile à savoir ATAD (Alliance technique d'Assistance au Développement), RAJ (Réseau Afrique Jeunesse) et CRIGED (Centre de Recherche et d'Intervention en Genre et Développement (CRIGED) dans les régions du Centre Nord, du Plateau central et de la Boucle du Mouhoun pour une durée de 24 mois.

Le projet fait focus sur la bonne gouvernance, qui par essence fait appel à la transparence, la participation, la responsabilité, le respect du droit et la redevabilité.

But du Projet :

Il vise à mettre l'accent sur la légalité, la transparence, le contrôle démocratique et la responsabilité.

Objectifs du Projet :

L'objectif global de l'Action est de « Contribuer au renforcement des capacités des OSC spécialisées dans le contrôle citoyen, la veille et la lutte contre la "petite" corruption dans les secteurs des mines et de la sécurité »

L'objectif spécifique vise à « renforcer les capacités d'influence et du suivi contrôle de la qualité de la gouvernance en lien avec l'accès aux services sociaux de base au plan national et local ».

Zones d'intervention du Projet :

- Région du centre Nord : Province du Sanmatenga (Kaya, Boussouma, Korsimoro), Province du Namentenga (Tougouri, Yalgo et Bouroum) ;
- Région du plateau central : Province de l'oubritenga (Ziniaré, Zitenga), Province du Ganzourgou (Boudry et Mogtédou) ;
- Région de la boucle du Mouhoun : Province des Balés (Siby, Poura, Bana et Bagassi), province du Mouhoun (Safané et tchériba)

Partenaires du Projet :

- Alliance Technique d'Assistance au Développement (ATAD) lead;
- Réseau Afrique Jeunesse (RAJ);
- Le Centre de Recherche et d'Intervention en Genre et Développement (CRIGED)

Durée du Projet : Vingt quatre (24) mois : Septembre 2020 à Aout 2022

Financement : UNION EUROPEENNE

Coût du Projet : 526 316,47 EURO (Soit 345 240 972,71 FCFA)

Groupes cibles prioritaires du Projet :

- Les Conseils Régionaux (3) et Communaux (16) ;
- Les ministères impliqués et leurs services déconcentrés (100 personnes) ;
- Les FDS (100) ;
- Les GAD (160) ;
- Les exploitants artisanaux (120) ;
- Les OSC tiers.

Résultats visés du Projet :

1. Le renforcement des capacités des parties prenantes améliore l'appropriation des mécanismes et cadres de redevabilité ainsi que la participation citoyenne pour une meilleure gouvernance dans le secteur de la mine et de la sécurité ainsi que dans la lutte contre la "petite" corruption ;
2. La veille et le contrôle citoyen des OSC spécialisées renforcent la bonne gouvernance et la redevabilité des parties prenantes dans la gestion des fonds publics et la lutte contre la corruption dans un contexte d'insécurité ;
3. L'action de veille et de contrôle citoyen de la société civil influence la gouvernance au sein des mines (Industriel et artisanal) pour un meilleur impact des conditions de vie des populations et le développement local;
4. La confiance entre les FDS et les populations s'est améliorée grâce à la mise en place d'une veille communautaire et d'un mécanisme communautaire d'alerte précoce.

Principales Activités du Projet :

- Mapping dans chaque zone des différentes parties prenantes;
- Conduire des séances d'information-sensibilisation sur les droits et obligations dans le cadre de la décentralisation;
- Renforcer les capacités des acteurs dans des domaines spécifiques;
- Renforcer les compétences des artisans miniers dans la promotion de l'or responsable;
- Former des exploitants de MAPE sur les conséquences de la fraude de l'or sur le développement du Burkina Faso et les comportements;
- Appuyer la redynamisation ou à mettre en place les Comités de Suivi à la Base (CSB) ;
- Mettre en place un mécanisme communal de dénonciation et de gestion des plaintes (MDGP) ;
- Former les acteurs/actrices dans le processus de collecte, traitement des plaintes et de dénonciation (Collecter les données par les Comités de Suivi à la Base, Analyser les informations collectées, Appuyer les CSB dans l'organisation de la journée d'interpellation);
- Appuyer les autorités locales dans l'organisation des journées de redevabilité ;
- Mettre en place des plateformes d'interaction à travers les réseaux sociaux (Facebook, Whatsapp, Twitter, etc.) ;
- Réaliser une cartographie des propriétaires de MAPE;

- Organiser des symposiums régionaux sur l'exploitation manière et le défi sécuritaire au Burkina Faso et le rôle des parties prenantes;
- Mettre en place un mécanisme de veille et d'alerte précoce sur la vente illicite de l'or;
- Mettre en place un dispositif de lutte contre les pires formes de travail des enfants et de leur retrait sur les sites artisanaux;
- Mettre en place un dialogue multi acteurs pour une gouvernance durable du secteur MAPE;
- Faire un état des lieux des perceptions communautaires et des FDS sur la qualité des services de base délivrés;
- Organiser des fora citoyens provinciaux sur les enjeux de collaboration entre populations civiles et FDS dans la lutte contre l'insécurité au Burkina Faso;
- Mettre en place et animer un cadre de concertation commun entre FDS, auxiliaires de sécurités et société civile;